

## Rapport annuel 2006

Droits syndicaux, droits humains et ressources naturelles

# Une lutte de tous les instants



Les pierres précieuses nuisent à la santé des travailleurs chinois! Protestation auprès de sociétés sises à Hongkong.

Photo: CIC

*Partout dans le monde, des gens s'élèvent pour faire valoir leurs droits. Ils s'organisent et, bravant souvent des conditions extrêmement difficiles, ils luttent pour l'amélioration des conditions de travail, l'instauration de la démocratie, le respect des droits humains et la protection des ressources naturelles.*

*Grâce à vos contributions et à vos dons, le SOLIFONDS peut appuyer leurs efforts. Dans les pages qui suivent, nous vous rendons compte de nos activités et vous invitons à rencontrer ceux que nous soutenons.*

### Dans ce numéro

Le mot du président	p. 2
Actions de soutien 2006	p. 3-13
Information et collaboration	p. 14-17
Comptes et bilan 2006	p. 18-19
Infos internes	p. 20

Chère lectrice, cher lecteur,



*En 2006, le travail du SOLIFONDS a couvert trois domaines. En premier lieu, nous avons soutenu les syndicats: la*

*Fédération des travailleurs du bois et du bâtiment (FTBC) au Togo pour lui permettre de renforcer sa base; le syndicat irakien FWCUI afin qu'il puisse se doter de structures et mener une campagne contre la guerre et l'occupation; le syndicat des employées de maison (SADSAWU) en Afrique du Sud; les femmes du syndicat des cueilleurs et cueilleuses de thé au Sri Lanka et les activistes qui luttent pour faire respecter les droits des travailleurs atteints de silicose dans l'industrie de la joaillerie en Chine. Nous avons ensuite appuyé des petits paysans et des personnes qui se battent pour préserver leurs moyens de subsistance et les ressources naturelles. Je veux parler notamment du mouvement des sans-terre Ekta Parishad en Inde, du mouvement contre le déplacement des populations lors de la construction de barrages au Brésil et de la campagne pour la protection de la forêt tropicale en Argentine. Enfin, comme chaque année, le SOLIFONDS a soutenu des activités visant à faire respecter les droits humains: appui à l'assistance juridique pour les prisonniers politiques en Colombie et aide contre la répression policière au Brésil.*

Droits humains mis à mal

*Pour ce qui est des droits humains, la Suisse a vécu un week-end noir les 23 et 24 septembre. Notre pays ne fait hélas pas figure d'exception: toute l'Europe est en train de construire une forteresse afin de se «protéger» contre l'immigration. Aux frontières de l'UE, barrières et postes d'observation sont renforcés. Et la Méditerranée marque un fossé particulièrement profond entre niveaux de revenus et chances*

*de survie. Durant l'hiver 2005/2006, au moins 1300 personnes sont mortes en tentant de la traverser pour rejoindre l'Europe. Et ce n'est sans doute que la pointe de l'iceberg. Les chanceux – qui ont pu atteindre les côtes espagnoles ou les îles Canaries et ne peuvent être renvoyés chez eux – deviennent ensuite des travailleurs clandestins. Sous la mer de plastique d'El Ejido, ils seront exploités à produire les tomates, les concombres et les poivrons qui garniront nos assiettes. L'action du 1<sup>er</sup> Mai du SOLIFONDS a servi à soutenir le syndicat des ouvriers agricoles (SOC) dans la province d'Almería, lequel regroupe et défend les ouvriers agricoles, surtout les clandestins venus du Maroc, du Sénégal, du Mali et d'autres pays d'Afrique centrale et occidentale.*

Un microcosme fondé sur l'injustice

*J'ai eu l'occasion de me rendre sur place en septembre, avec des jeunes qui rédigent un mémoire sur ce sujet, et de suivre de près le travail du SOC. Ses activités touchent aux trois domaines prioritaires du SOLIFONDS: travail syndical, défense des droits humains et préservation des ressources naturelles. Nous avons assisté à une grève pour le respect des conditions minimales de la convention collective et avons pu visiter le «logement» de travailleurs maliens: un appentis étroit où ils vivent à huit, comme dans les bidonvilles de Johannesburg ou de Bombay. Ils étaient si intimidés qu'ils ne voulaient ni nous parler ni être filmés. La défense des sans-papiers ne se limite dès lors pas à revendiquer un salaire minimum et des horaires de travail. La revendication d'autres droits, non moins fondamentaux, s'avère tout aussi cruciale: droit à un logement décent; accès à de l'eau potable, aux soins de santé et à la formation; droit à l'intégrité, c'est-à-dire à une protection contre les attaques racistes – également pour les enfants qui vont à l'école. Mais le troisième domaine, celui des ressources naturelles, est aussi d'actualité dans le sud de l'Espagne: l'eau*

*souterraine, fournie en abondance par la Sierra Nevada, est polluée par la culture intensive et il faut forer toujours plus profond pour la trouver. De grandes quantités de nitrates s'écoulent vers la mer, favorisant la croissance des algues et perturbant la faune. La culture maraîchère a tant et si bien enrichi la province d'Almería et ses habitants qu'un cancer hideux s'est mis à gangrener la côte: hôtels et appartements de vacances colonisent jusqu'aux réserves naturelles. Cependant, depuis que le Maroc a développé son réseau routier, les grands producteurs espagnols ont commencé à délocaliser leurs plantations vers ce pays, où la production et l'exportation coûtent encore moins cher. Avec l'accroissement de la production en Italie et en France, cette délocalisation conduit à une surproduction et à une chute des prix, qui signe l'arrêt de mort des petits producteurs. Aujourd'hui, nombre de serres restent aussi vides que les logements de vacances en dehors de la saison estivale.*

Indispensable solidarité

*Lors de ma visite dans la province d'Almería, j'ai pu constater de mes propres yeux que votre argent est utilisé à bon escient. Votre générosité permet de mener nombre de combats justes et je tiens dès lors à vous remercier pour les dons que vous avez versés au SOLIFONDS en 2006. Ce rapport annuel explique plus en détail ce à quoi ils ont servi. L'année prochaine, la poursuite de nos activités dépendra à nouveau de vos versements. Nous espérons pouvoir compter sur vous et vous garantissons que vos dons seront utilisés avec rigueur et un maximum d'efficacité.*

Hans Schäppi, président

## Appel de fonds 1/2006: Fonds d'action

# Construire de véritables démocraties

Le premier appel de fonds de 2006 était destiné à soutenir six actions réparties entre le Sri Lanka, la Chine, le Mexique et la Colombie. Grâce au formidable écho suscité par cet appel, l'argent récolté nous a permis d'accorder d'autres contributions urgentes. Pour simplifier, nous réunissons ici toutes ces actions sous le titre «Fonds d'action», un fonds qui a d'ailleurs été alimenté par des versements différés de 2005.

### Inde: Un lopin de terre pour vivre

Ekta Parishad, le mouvement pour le droit à la terre, applique les méthodes non violentes de Gandhi pour défendre le droit à la terre des plus démunis. Le principal objectif est de leur assurer un accès aux ressources naturelles, à la

que le pouvoir politique donne suite à leurs revendications.

Dans le cadre des préparatifs du «Janadesh 2007», nom de cette marche, qui vont bon train depuis des mois, le SOLIFONDS a soutenu deux activités:

A l'occasion de la Journée des droits humains (10 décembre), une «assemblée des démunis» s'est tenue à Gwalior et a adressé un premier ultimatum au gouvernement. En octobre 2006, Ekta Parishad a ensuite procédé à un «essai» en prévision du Janadesh 2007: 300 activistes ont parcouru à pied les 340 kilomètres qui relient Gwalior à Delhi. En route, ils ont informé et mobilisé la population et transmis un «avertissement» au gouvernement, lui rappelant qu'il lui restait encore une année pour se pencher sur les problèmes des plus démunis.



En marche pour obtenir un lopin de terre et pouvoir se nourrir.

Photo: Simon Williams

terre et à l'eau. A son arrivée au pouvoir, en 2004, le gouvernement actuel a promis d'attribuer des terrains aux sans-terre, mais rien ou presque n'a été fait. Ekta Parishad entend dès lors accroître la pression: en octobre 2007, le mouvement organisera une grande marche pacifique vers la capitale, Delhi, qui devrait réunir entre 25 000 et 100 000 sans-terre de toute l'Inde. Les manifestants camperont devant l'immeuble du gouvernement jusqu'à ce

### Colombie: Assistance juridique pour les victimes d'arrestations arbitraires

Le collectif d'avocats CSPP fournit une assistance juridique aux prisonniers politiques. Or le nombre de ces derniers s'est nettement accru sous le gouvernement Uribe et sa politique de «lutte contre le terrorisme». Syndicalistes et membres d'organisations sociales sont arrêtés sous de fausses accusations et

restent en danger, même lorsqu'ils recouvrent leur liberté. D'aucuns ont été assassinés. A l'instar d'autres organismes de défense des droits humains, le CSPP a été submergé d'appels à l'aide ces dernières années. Fin 2005, il s'est cependant trouvé confronté à un tel déficit, qu'il a failli mettre fin à ses activités. Le SOLIFONDS a versé une contribution d'urgence au CSPP et a également contribué à financer ses activités en 2006.

### Colombie: Commémoration deux ans après le massacre des Wayuu à Bahía Portete

Le 18 avril 2004, dans la commune de Bahía Portete (département de La Guajira, dans le nord-est du pays), les paramilitaires ont tué 12 membres, en majorité des femmes et des enfants, de la communauté Wayuu. Aujourd'hui encore, 30 autres personnes sont portées disparues. Les survivants appartenant à ce peuple autochtone se sont réfugiés au Venezuela.



La misère des personnes déplacées. Photo: Frank Garbely

La Guajira revêt une importance stratégique et économique: outre un port naturel, la région possède du charbon, du pétrole et du gaz naturel. Un consortium international, au sein duquel on trouve la multinationale suisse Glencore (Xstrata depuis mars 2006), y exploite la plus grande mine de charbon du monde à ciel ouvert (Cerrejón). Pour les Wayuu, il est évident que la tuerie visait à briser leur résistance contre d'autres projets économiques d'envergure prévus sur leurs terres.

Deux années après le massacre, les Wayuu ont organisé une grande manifestation sur les lieux des événements, afin de dénoncer publiquement les violations des droits humains et d'exiger du gouvernement que les déplacés

puissent rentrer chez eux en sécurité et dans la dignité. Le SOLIFONDS a contribué au financement de cette manifestation de cinq jours et Stephan Suhner, membre de notre conseil de fondation, y a personnellement pris part. Son compte rendu (en allemand) est disponible à l'adresse suivante: [www.askonline.ch/monatsberichte/mb06-7.pdf](http://www.askonline.ch/monatsberichte/mb06-7.pdf).

### **Colombie: Observation des élections pour dévoiler l'influence des paramilitaires**

Considérée comme la plus vieille démocratie d'Amérique latine, la Colombie est en réalité dirigée par une petite élite politique et économique, qui sert ses propres intérêts en s'appuyant sur l'armée et les paramilitaires. Le président Uribe «négocié» actuellement avec ces derniers, pour qu'ils déposent leurs armes et se réinsèrent dans la société

puis élection présidentielle le 26 mai, qui a débouché sur la réélection du président Uribe pour un deuxième mandat. Mais comment parler d'élections libres et démocratiques lorsque des régions entières vivent sous la botte des paramilitaires? Le SOLIFONDS a soutenu le travail d'organisations colombiennes de défense des droits humains, qui ont analysé les réseaux d'influence des paramilitaires dans trois régions du pays et les ont révélés au grand jour.

### **Sri Lanka: Promotion des femmes dans le syndicat du thé**

Le thé est l'un des principaux produits d'exportation du Sri Lanka. La privatisation des plantations, au début des années 90, a engendré la suppression de 100 000 emplois fixes, qui ont été remplacés par des postes temporaires. Les syndicats en sont ressortis grave-

ment corrigés. Avec l'appui du SOLIFONDS, elle a lancé un programme de promotion des femmes, qui leur permet d'apprendre à assumer des responsabilités syndicales et sensibilise les hommes à l'égalité entre les sexes.

### **Chine/Inde: Protection de la santé pour les tailleurs de pierres précieuses**

Feng Xingzhong, 33 ans, a une femme et deux enfants. Il a été paysan dans la province du Sichuan avant que d'autres habitants de son village ne l'emmenent, en 1992, vers la province méridionale du Guangdong. Il y a entamé une nouvelle existence en tant qu'ouvrier d'usine, puisqu'il a trouvé, à Huizhou, un emploi de tailleur de pierres semi-précieuses auprès de la compagnie hongkongaise Ko Ngar Gems Factory. Il a taillé des pierres pendant huit ans, jusqu'à ce que son chef lui annonce, après une visite médicale, qu'il souffrait de tuberculose et qu'il devait retourner chez lui pour se soigner. Ses problèmes respiratoires s'étant aggravés, il s'est soumis à un nouvel examen en 2002. Cette fois-ci, le médecin a diagnostiqué la silicose, une maladie incurable des poumons, qui entraîne la mort en quelques années. Retourné à Huizhou, Feng a appris que son usine avait déménagé à Haifeng. Là, le directeur l'a froidement éconduit. Feng s'est senti trahi, car il avait sacrifié sa jeunesse et sa santé à cette entreprise. Si la poussière produite par la taille des pierres est parvenue dans ses poumons, c'est parce que les filtres étaient constamment obstrués et les masques, lorsqu'il y en avait, n'offraient pas une protection suffisante.

Mais Feng s'est défendu. Avec d'autres ouvriers malades, qui avaient comme lui demandé en vain l'indemnité qui leur était due, il s'est rendu à Hongkong où il a trouvé un appui auprès de syndicats et d'organismes de défense des travailleurs. L'idée d'une campagne internationale pour les droits des tailleurs de pierres précieuses était née.

Ce printemps, Feng est venu en Suisse. A l'occasion du salon bâlois de l'horlogerie et de la bijouterie (Baselworld), il a parlé du côté moins reluisant des pierres précieuses et réitéré les revendications de son mouvement: des indemnités appropriées pour les travailleurs malades



La joie d'apprendre: atelier pour femmes syndiquées au Sri Lanka.

Photo: CPWU

civile. Mené avec l'aide de l'Etat, ce processus leur garantit une large impunité pour les crimes commis. Mais cette démobilisation n'est qu'un leurre: elle ne conduit pas à la dissolution des groupes paramilitaires mais à leur restructuration. On constate ainsi qu'ils exercent une influence croissante sur les mécanismes politiques et les institutions étatiques. En Colombie, 2006 fut une année électorale: élections parlementaires le 12 mars,

ment affaiblis. Aujourd'hui, les femmes représentent la majorité de la main-d'œuvre, car les hommes cherchent du travail dans d'autres secteurs. Si les femmes sont également majoritaires parmi les membres du syndicat, les postes dirigeants restent traditionnellement occupés par les hommes.

C'est ce déséquilibre que la Ceylon Plantation Workers' Union (CPWU), l'un des plus anciens syndicats du thé,



La poussière encrasse les poumons et provoque la silicose.

Photo: CIC

et des mesures immédiates pour protéger la santé des ouvriers dans les usines. Un tailleur indien, souffrant aussi de silicose, a également fait le déplacement. A elles seules, la Chine et l'Inde assurent en effet la taille de 80% des pierres pour l'industrie de la joaillerie.

Les travailleurs atteints de silicose n'ont pas fait le voyage pour rien. La direction du salon bâlois a convié la délégation à un entretien, qui s'est poursuivi en septembre à Hongkong. Les discussions ont porté sur les conditions d'admission des exposants à Baselworld, conditions qui incluront le respect des prescriptions et des normes nationales et internationales sur la protection des travailleurs. Mises sous pression par la campagne, les sociétés hongkongaises de la joaillerie qui possèdent les usines chinoises où les cas de silicose sont apparus, ont accepté d'entamer des négociations en vue d'indemniser les ouvriers. Quant à Feng, il a reçu en septembre l'indemnité de 70 000 francs, promise en décembre 2005 déjà, contre laquelle son employeur avait recouru devant le tribunal.

Le SOLIFONDS soutient la campagne internationale pour les droits des tail-

leurs de pierres précieuses. Il a pris à sa charge les frais de voyage de la délégation venue en Suisse, et organisé à Bâle une conférence de presse et une séance d'information, qui furent bien suivies.

Pour de plus amples informations sur la campagne: [www.jewelrycampaign.net/eng/index.htm](http://www.jewelrycampaign.net/eng/index.htm) (en anglais).

### **Brésil: Répression policière après une manifestation contre le «désert vert»**

Lors de la Journée internationale de la femme, 2000 femmes membres d'associations de paysannes et d'ouvrières agricoles ont symboliquement occupé une plantation d'eucalyptus de la compagnie Aracruz, qui produit de la cellulose dans l'Etat du Rio Grande do Sul. Elles désiraient ainsi mettre en garde contre l'impact du «désert vert» et de la production de cellulose sur l'environnement et la société. La monoculture d'eucalyptus, un arbre à croissance rapide, détruit la biodiversité, épuise les sols, assèche les rivières, contamine l'air et l'eau, met en danger

la santé des hommes et chasse les peuples autochtones de leurs terres.

Dans ses plantations brésiliennes, qui s'étendent sur plus de 250 000 hectares, Aracruz produit 2,4 millions de tonnes de cellulose par an, dont la majorité sert à fabriquer du papier hygiénique. Ces trois dernières années, la compagnie a empoché plus de 1 milliard de francs de fonds publics, alors qu'elle n'emploie qu'une personne pour 185 hectares, tandis que les petites exploitations comptent un emploi par hectare. C'est sur ces différences que les femmes voulaient attirer l'attention. Elles ont aussi plaidé en faveur d'un modèle d'agriculture dans lequel la terre sert à nourrir les hommes et non pas à générer des profits.

Les autorités ont répondu par la répression: le 22 mars, des policiers armés ont pénétré dans le local de l'Association de défense des ouvrières agricoles et confisqué l'ordinateur, les documents et tout l'argent de l'organisation. Les femmes présentes ont été emmenées au poste de police. Par la suite, plainte a été déposée contre 37 personnes pour trouble de l'ordre public, espionnage industriel, banditisme sous couvert d'association et d'autres motifs.



Des eucalyptus à perte de vue: le désert vert au Brésil  
Photo: Corinne Dobler

Le SOLIFONDS a fourni une aide d'urgence à l'association, afin qu'elle puisse poursuivre ses principales activités, payer ses factures et son loyer, et prendre un avocat.

### **Brésil: L'énergie est un bien public!**

Le Mouvement des victimes de barrages (MAB) a été fondé à la fin des années 70 dans le sud du Brésil, sur les rives du río Uruguay. Dans cette région, des milliers d'habitants ont déjà été chassés de chez eux par la construction de barrages qui alimentent de grosses usines

hydroélectriques, et on continue pourtant à construire de nouveaux barrages. Le MAB lutte non seulement pour les droits des déplacés, mais aussi pour un modèle énergétique plus social et plus écologique. Le gouvernement favorise l'énergie hydraulique, en arguant qu'elle est moins coûteuse, mais ce sont surtout les industries gourmandes en électricité, comme celles du ciment et de l'aluminium, qui en profitent. Les compagnies nationales et internationales paient en effet un prix sept fois inférieur à celui dont doivent s'acquitter les habitants ... lorsqu'ils sont raccordés au réseau.

Le MAB estime que l'énergie, tout comme l'eau, est un bien précieux qui doit rester à la disposition de la population et non pas devenir la propriété d'une élite qui ne s'en sert que pour maximiser ses profits. L'opinion publique brésilienne n'est pas encore consciente du problème et seule une forte pression obligera le gouvernement à entreprendre quelque chose pour le résoudre.

Le MAB a dès lors décidé de mener une campagne de sept mois pour faire connaître la situation. Le SOLIFONDS a soutenu ce projet.

### **Argentine: Résister à l'agro-industrie**

En Argentine, le soja est devenu le premier produit d'exportation, mais on n'y cultive que du soja transgénique, surtout utilisé comme fourrage. Le pays sert ainsi de tête de pont pour introduire les OGM en Amérique latine. Le boom est dû à la demande énorme de la Chine et de l'Europe, où les protéines animales ont été interdites dans le fourrage en raison de l'apparition de l'ESB. Si la production de soja exige beaucoup de capitaux, elle accapare aussi de grandes surfaces: on ne cesse de déboiser la forêt vierge pour gagner des terrains. Ces activités profitent avant tout aux grandes compagnies agro-industrielles – Cargill, Monsanto, Arcor et Syngenta – tandis que l'homme et l'environnement paient la facture. Le Gouvernement argentin est devenu l'otage du soja, dont la culture lui permet de payer ses dettes extérieures et les dépenses sociales. En juin, diverses associations écologistes, paysannes et populaires ont organisé un forum social à Buenos Aires sous

le titre «Résister à l'agro-industrie». Ce forum avait pour objectif de réunir des organisations engagées d'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine, afin de lancer une campagne continentale contre ce modèle agricole destructeur. Les résultats du forum et d'autres informations intéressantes figurent sur le site de la campagne (en espagnol): [www.resistalosagronegocios.info](http://www.resistalosagronegocios.info). Grâce à un versement du SOLIFONDS, des représentants et des représentantes des zones rurales d'Argentine, du Chili et du Paraguay ont pu prendre part au forum.

ont pu découvrir ce que recouvrent les droits humains économiques, sociaux et culturels, ainsi que les principales normes de l'OIT.

Les résultats du séminaire ont été réunis dans une brochure qui permet aux participants de transmettre le savoir acquis aux membres du syndicat. La FTBC a cependant aussi remis la brochure, comme catalogue de revendications, au Ministère du travail, qui semble désireux de poursuivre la collaboration.

La brochure a par ailleurs suscité un vif intérêt au Togo, notamment auprès d'autres syndicats, de diverses ONG



Le travail syndical repose sur la connaissance du droit. Séminaire de formation organisé par la FTBC.

Photo: SOLIFONDS/us

### **Togo: Brochure sur le droit du travail**

En l'absence d'un Etat de droit, comme au Togo, ce sont souvent les syndicats qui tentent, en se référant aux droits humains les plus élémentaires et aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), de faire respecter ces droits fondamentaux. Pour y parvenir, ils doivent toutefois commencer par se faire connaître.

Voilà pourquoi la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC) du Togo a organisé, en novembre 2005, un séminaire de deux jours intitulé «Respect des droits humains et des principes fondamentaux de l'Etat de droit au Togo». Les 50 participants

et même auprès de l'Ambassade de France. Impressionnée par le travail de la FTBC, celle-ci a financé un autre séminaire.

Le SOLIFONDS a financé la publication de la brochure et a ainsi permis à la FTBC de se doter d'un instrument politique efficace.

### **Chili: Mobilisation pour soutenir des Mapuche emprisonnés**

Du 13 mars au 14 mai, puis du 19 au 26 mai, quatre Mapuche ont fait la grève de la faim au Chili. Ils ont été condamnés, en vertu de la loi antiterroriste adoptée sous Pinochet, à 10 ans de réclusion et au versement d'une indemnité à une

compagnie forestière contre laquelle ils avaient organisé une manifestation. Ils ont jeûné pour s'opposer au retard imposé à une solution de compromis parlementaire, qui aurait permis leur libération sous caution.

Les Mapuche luttent pour la reconnaissance de leurs droits à la terre et contre l'extension constante de l'industrie exportatrice de bois, qui les dépouille de leurs terres. Or l'accord de libre-échange conclu avec la Corée du Sud et les Etats-Unis prévoit d'étendre l'exploitation sylvicole de 2 millions d'hectares aujourd'hui, à 5 millions d'hectares.

Les Mapuche chiliens, leurs frères et sœurs argentins et des sympathisants internationaux ont soutenu les prisonniers par des manifestations et l'envoi de lettres de protestation. Le SOLIFONDS a versé une modeste contribution afin de permettre aux familles de rendre visite aux détenus, ainsi que pour payer des déplacements à Valparaíso, siège du Parlement chilien, et couvrir des frais de communication et d'information.

La grève de la faim et la mobilisation ont produit un résultat: la loi antiterroriste sera révisée et la Constitution chilienne devra désormais protéger les peuples autochtones.

### **Equateur: Grève à l'hacienda El Zapote**

Fin septembre 2005, 87 des près de 200 salariés de la bananeraie El Zapote en ont eu assez du comportement de leur patron. Depuis quelque temps déjà, ils demandaient à être annoncés aux assurances sociales, comme l'exige la loi, et de recevoir les salaires et les bonifications en retard. Mais leur employeur faisait la sourde oreille.

En octobre, les salariés ont donc adressé une plainte au Ministère du travail et se sont mis en grève. Cette fois, leur patron a réagi. Il a licencié les grévistes en raison de leur appartenance à un syndicat (FENACLE) et a tenté de disperser le piquet de grève par la force, sans toutefois y parvenir. Le blocage a duré trois semaines, mais la police a ensuite usé de violence pour disperser les grévistes. Cette issue n'a rien de surprenant, puisque la propriétaire de l'hacienda appartient à la famille de l'homme le plus riche d'Equateur, Alvaro Noboa, également propriétaire d'exploitations où les conflits

du travail sont monnaie courante. (Lors de l'élection présidentielle de fin novembre, Alvaro Noboa a été devancé par Rafael Correa, le candidat de la gauche.)

A la suite de ces événements, la FENACLE a déposé plainte auprès du tribunal du travail, qui n'a pas encore rendu son jugement.

Le SOLIFONDS a apporté un appui financier aux grévistes d'El Zapote, pour leur permettre d'acheter de la nourriture et de payer les déplacements urgents.

Il ne restait plus qu'à faire ratifier la nouvelle loi par le parlement, en général une simple formalité.

Au printemps 2006, le processus s'est soudain enrayé. Certains parlementaires, eux-mêmes entrepreneurs ou proches de leurs vues (en particulier des propriétaires de bananeraies), ont tenté de s'en prendre à l'article sur la flexibilisation. Ils ont orchestré moult manœuvres pour retarder l'adoption de la nouvelle loi par le législatif.



Le syndicat informe les grévistes des bananeraies.

Photo: FENACLE

### **Equateur: Mobilisation pour une nouvelle loi sur le travail**

Tout avait été préparé à la perfection. Une commission tripartite (réunissant syndicats, employeurs et Etat) avait misé sur le consensus pour élaborer une nouvelle loi sur le travail. Les syndicats étaient satisfaits, car le texte issu du compromis n'était pas complètement creux. Gros morceaux de la révision, la flexibilisation du travail – c'est-à-dire l'engagement de travailleurs et de travailleuses temporaires, qui ne sont pas protégés par nombre des dispositions du droit du travail et des droits sociaux – a pu être restreinte. Une entreprise pouvait tout au plus engager 50% de ses effectifs par le biais d'une société temporaire et, dans nombre de secteurs, le travail temporaire n'était possible qu'à titre exceptionnel.

Les syndicats ont réagi en convoquant un grand rassemblement le 23 mai, jour prévu pour le vote du parlement: des milliers de travailleurs ont manifesté à Quito contre l'arrogance des entrepreneurs. Soutenue par le SOLIFONDS, cette vaste mobilisation a eu l'effet escompté: le 31 mai, le parlement a adopté la nouvelle loi sur le travail dans la version préparée par la commission tripartite.

### **Mexique: Démocratie syndicale**

Depuis 1985, le Centro de Reflexión y Acción Laboral (CEREAL) se consacre à la démocratisation des syndicats au Mexique, en particulier à celle du syndicat des travailleurs du pétrole, gangrené par la corruption. Le SOLIFONDS a déjà soutenu le CEREAL afin d'assurer une

assistance juridique à des syndicalistes attaqués en justice pour avoir revendiqué davantage de démocratie au sein de leur organisation. Et les syndicalistes ont obtenu gain de cause.



Des ouvriers mexicains du pétrole s'élèvent contre la corruption qui gangrène la direction de leur syndicat.

Photo: CEREAL

En 2006, le CEREAL a mené deux nouvelles campagnes de démocratisation auxquelles le SOLIFONDS a contribué.

**Ouvriers du pétrole sur les plateformes.** Depuis le début des années 90, en particulier depuis l'entrée en vigueur, en 1994, de l'accord nord-américain de libre-échange, les ouvriers du pétrole sont de plus en plus souvent engagés par des sociétés de travail temporaire, ce qui entraîne une dégradation rapide des conditions de travail. De plus, ils sont obligés d'adhérer à un syndicat bidon, qui ne sert qu'à les contrôler et ne défend aucunement leurs droits.

**Démocratie syndicale.** Elections truquées et révisions successives des statuts, la direction corrompue du syndicat de l'entreprise pétrolière de l'Etat a tout mis en œuvre pour conserver son pouvoir à la tête de l'organisation, et éviter un changement pourtant démocratique. Cette année, la règle selon laquelle la direction doit se retirer au terme d'un mandat de six ans sera sans doute une fois de plus modifiée pour assurer le maintien de la junte au pouvoir.

Par deux fois, le CEREAL est intervenu en organisant des campagnes ciblées. Dans le premier cas, il a dénoncé les conditions de travail exécrables et le non-respect du droit d'organisation. Dans le second, il entend exiger un vote transparent sur la réforme prévue des statuts, puis dénoncer la – très probable – falsification du vote, voire attaquer la direction syndicale en justice.

### **Afrique du Sud: Lutte contre l'esclavagisme moderne et campagne de recrutement du SADSAWU**

«Les employées de maison en Afrique du Sud sont toujours une main-d'œuvre vulnérable. Leur situation reste marquée par la relation maître-esclave qui prévalait sous l'ancien régime, lorsque les employées n'avaient pour seul droit que celui d'obéir.

»Dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé et la législation du travail s'applique aussi aux employées de maison: depuis 1994, elles sont des employées du service de maison.

»Mais elles restent extrêmement isolées et la crainte de perdre leur emploi les empêche parfois d'adhérer au syndicat.» Voilà en bref l'analyse de Myrtle Witbooi, secrétaire générale du syndicat des employées de maison (SADSAWU). La situation de ces employées s'est bien sûr sensiblement améliorée, mais beaucoup reste à faire.

Preuve en est la campagne – soutenue par le SOLIFONDS grâce à une contribution du Congrès des femmes de l'USS – que le SADSAWU a lancée pour dénoncer l'esclavagisme moderne. En leur faisant miroiter mille avantages, des sociétés de placement attirent des jeunes filles et des jeunes femmes des campagnes vers les villes, où elles font ensuite pression sur elles (en confisquant leurs papiers) pour les faire travailler aux pires conditions dans des ménages privés.

Le SADSAWU a publiquement dénoncé ces pratiques et demandé au Ministère du travail de fermer certaines de ces sociétés et de soumettre les autres à des contrôles stricts.

La campagne a porté ses fruits: le Ministère du travail instituera prochainement une commission de contrôle sur les sociétés de placement, au sein de laquelle siègeront également des représentantes du SADSAWU.

L'isolement des employées de maison représente un sérieux problème, même pour le SADSAWU et ses efforts de recrutement. Aujourd'hui, le syndicat compte certes 25 000 membres, mais leur situation financière est si précaire qu'il ne peut prélever que des cotisations minimales. Le SADSAWU ne dis-

pose donc pas d'un nombre suffisant de permanents pour recruter activement de nouveaux membres. C'est un véritable cercle vicieux, qui oblige souvent les dirigeantes du SADSAWU à renoncer à leurs propres indemnités, qui n'ont rien de mirobolant, et à payer des frais de voyage de leur propre poche.

En septembre 2006, le SADSAWU a lancé une nouvelle campagne de quatre mois pour se faire connaître. Elle a pour objectif de recruter suffisamment de nouveaux membres afin de permettre au SADSAWU d'engager, dans chacune des cinq provinces où il est actif, une personne qui sera chargée du recrutement. Voilà un objectif ambitieux, mais lorsque l'on connaît la volonté et la ténacité dont les femmes du SADSAWU font preuve depuis la création de leur syndicat, il y a six ans, même l'impossible peut se réaliser.

Le SOLIFONDS a couvert le coût, relativement bas, de la campagne et a ainsi pu adresser un signe de reconnaissance et d'encouragement au SADSAWU.



Malgré une meilleure protection légale, nombre d'employées de maison travaillent toujours dans la précarité.

Photo: SADSAWU

**Appel de fonds 2/2006:****Togo: Organiser les «informels»**

Dans un pays où les emplois formels, c'est-à-dire garantis par un contrat de travail, sont rares, un syndicat doit relever des défis bien particuliers. «Les syndicats, surtout ceux du tiers monde, doivent plus que jamais s'interroger sur leur avenir dans un monde qui ne cesse d'évoluer sous l'effet de la mondialisation. Ils doivent par exemple trouver des réponses à la dégradation incessante des conditions de vie et de travail, à la précarisation de l'emploi, à l'accroissement du travail informel et du chômage, ainsi qu'à l'absence de protection sociale des travailleurs informels et de leurs familles», explique Ayao Gbandjou, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC) du Togo.

La FTBC propose des solutions à ces problèmes. Pour répondre aux besoins urgents dans les domaines du travail, de la santé et du logement, elle crée des coopératives fondées sur un système d'épargne et de crédit et, qui plus est, parvient ainsi à élargir ses rangs.

Prenons une productrice de charbon de bois dans le nord du pays, qui a besoin d'un crédit pour transporter son produit jusqu'à la capitale, où elle en obtiendra un meilleur prix qu'en le vendant au bord de la route, ou encore une marchande de matériaux de construction qui doit acheter à son compte quelques pots de peinture déjà promis à un client. Toutes deux ont la possibilité de demander un crédit auprès de la FTBC, car elles versent régulièrement leur participation à une caisse d'épargne. Etant membres du syndicat, elles bénéficieront non seulement d'un taux d'intérêt préférentiel, mais aussi de conseils et d'une assistance ju-

ridique en cas d'exigences injustifiées de la part des fonctionnaires (percepteur d'impôts, police, etc.). Le syndicat défend donc le droit de l'individu face aux abus commis au nom de l'Etat.

Dans le domaine de la santé, le système fonctionne de la même manière, mais il n'y a pas de taux d'intérêt à payer. En d'autres termes, celui qui contribue régulièrement à un pot commun obtient le

ses membres qu'il existe un droit fondamental aux soins de santé et qu'il importe de s'organiser pour le faire valoir face à l'Etat, principal responsable de ce secteur.

C'est ce double objectif – offrir une solution à un problème concret, tout en organisant les personnes concernées pour les amener à faire reconnaître leurs droits (dans les domaines du travail, de la santé et de la démocratie) – qui a incité le SOLIFONDS à soutenir l'initiative de la FTBC. Son appui a servi à financer deux séminaires sur les coopératives, auxquels ont participé 70 personnes



Extraction de gravier: un dur labeur qu'hommes et femmes se partagent.

Photo: SOLIFONDS/us

droit, lorsqu'il est confronté à une dépense élevée (une consultation à l'hôpital, par exemple), de requérir un crédit. Là encore, le prêt de l'argent demandé ne constitue qu'une facette du travail accompli par la FTBC. Par-delà cette aide pratique, la fédération souhaite en effet expliquer à

de tout le pays. Elles y ont acquis les connaissances de base nécessaires et savent à présent les appliquer dans leur région, afin de fonder d'autres coopératives de travail et de santé.

Dans le même temps, le SOLIFONDS a versé une contribution à la caisse d'épargne et de crédit, pour accroître son capital de base et lui permettre de mieux répondre à la demande. Soulignons que la FTBC avait déjà fait un gros effort dans ce sens: en l'espace de trois ans, elle est parvenue par ses propres moyens à faire passer le capital de la caisse d'épargne de quelques centaines d'euros à 12 000 euros environ. Cela équivaut à un exploit dans un pays comme le Togo et au vu des capacités financières de ses membres.

*Un décapsuleur original qui a du **mordant**, produit par un groupe d'artisans de la FTBC au Togo. Un objet sympa et pratique à offrir.*

*Disponible en lots de trois pièces auprès du SOLIFONDS.*

*Prix: 50 francs le lot (frais d'expédition compris)*



Appel de fonds 3/2006 :

## Appel des syndicats irakiens: «Nous sommes là!»



Des travailleuses et des travailleurs irakiens manifestent contre les violences sectaires.

Photo: FWCUI

En lieu et place de la liberté et de la démocratie promises, l'occupation du pays depuis plus de trois ans par les Etats-Unis et leurs alliés n'a apporté que chaos et surcroît de violence en Irak. Les études les plus récentes parlent de 650 000 morts depuis l'arrivée des troupes américaines en mars 2003, soit 2,5% de la population totale. Des centaines de milliers d'Irakiens fuient la guerre civile, dont beaucoup – surtout ceux qui sont bien formés – se sont réfugiés à l'étranger. Attentats sanglants des milices sunnites ou chiites, bavures des troupes d'occupation, meurtres, enlèvements, chantage et agressions à main armée font du quotidien un véritable cauchemar. Chaque jour, les habitants cherchent de quoi survivre, mais toujours avec la peur au ventre. La destruction des infrastructures pendant la guerre, la privatisation des entreprises étatiques – imposée par les Etats-Unis – et la fermeture de nombreuses entreprises en raison de l'incurie régnante ont fait grimper le chômage, dont le taux atteint 70%. Les personnes qui ont encore un emploi doivent accepter de travailler dans des conditions déplorable, pour un salaire qui ne suffit de toute façon pas pour vivre, puisque l'inflation s'est emballée.

Pourtant, même dans cette situation apparemment sans issue, un espoir sub-

siste. Une résistance civile et non violente s'oppose à la fois à l'occupation et à la terreur des groupes religieux. Des forces luttent pour une société libre et démocratique, pour un Etat séculaire où tous les citoyens et toutes les citoyennes – quelles que soient leur religion ou leur appartenance ethnique – pourraient vivre en paix. C'est cette société civile qu'il importe de renforcer pour ouvrir des perspectives d'avenir à l'Irak.

Parmi ces forces figure l'union syndicale Federation of Workers' Councils and Unions in Iraq (FWCUI). Fondée en décembre 2003, elle regroupe le mouvement de chômeurs Union of Unemployed in Iraq (UUI), ainsi que plusieurs syndicats et comités d'entreprise démocratiquement élus dans différents secteurs, dont l'industrie du textile et

du pétrole, et les services publics. La FWCUI compte aujourd'hui 36 000 membres (sans les chômeurs), répartis dans tout le pays. Un quart de ses effectifs et 4 des 11 membres du comité sont des femmes.

Les ressources financières de la FWCUI sont limitées, car la pauvreté l'empêche de percevoir régulièrement les cotisations des membres. Par ailleurs, les besoins sont énormes: l'union syndicale doit assurer des contacts quotidiens avec les personnes syndiquées dans les usines et les quartiers pour les informer, les former et les empêcher de s'enrôler dans une milice. L'argent fait aussi défaut pour louer et équiper un bureau syndical, organiser des cours, payer des salaires et bien d'autres choses encore. Toutes ces raisons font que la FWCUI dépend de la solidarité internationale.

La seconde partie de notre contribution était destinée à la campagne d'été «Les travailleurs contre la guerre entre factions religieuses». Par cette campagne, la FWCUI entendait renforcer la cohésion des travailleurs et faire comprendre à tous qu'il est urgent de s'élever contre la violence et la menace d'une guerre civile. La campagne s'est concrétisée par des séminaires locaux et des rencontres mensuelles avec les syndicalistes des quartiers menacés de Bagdad, ainsi que par la diffusion de matériel d'information. La conférence prévue en septembre à Bagdad, pour marquer l'aboutissement de la campagne, a dû être remise à plus tard en raison de la situation incertaine. De plus, la FWCUI était occupée par une vague de grèves. Elle espère tenir cette conférence à un autre moment et d'y inclure tous ceux qui auront rejoint le syndicat après les actuels conflits du travail.

*Dans la situation actuelle, mener un travail syndical en Irak relève de l'utopie. Les tentatives destinées à organiser travailleurs et travailleuses sont entravées et combattues de tous côtés: par les entreprises étrangères en Irak, par les insurgés armés, par les troupes américaines et par l'armée irakienne. Les syndicalistes qui donnent de la voix risquent leur vie; beaucoup ont été menacés, enlevés, arrêtés ou assassinés.*

*Malgré toutes les difficultés et tous les risques, les travailleurs luttent pour faire valoir leurs droits, osent mener des conflits du travail et organisent des grèves. Les ouvriers du pétrole à Basra ont par exemple débrayé à plusieurs reprises pour protester contre les projets de privatisation de l'industrie pétrolière et sont bien décidés à défendre le pétrole irakien, l'une des principales ressources nationales. A Nasiriyah, en septembre, des centaines d'employés des services de la santé ont fait grève pendant trois jours pour exiger une augmentation des salaires.*

**Action du 1<sup>er</sup> Mai – Sud d'Espagne:****Un local syndical pour les immigrés de Níjar**

Pendant les grandes récoltes, de décembre à mars, quelque 90 000 ouvrières et ouvriers immigrés séjournent dans la province d'Almería, dans le sud de l'Espagne. Leurs conditions de vie sont des plus précaires, puisqu'ils logent parfois dans des huttes en plastique. Et les conditions de travail ne valent pas mieux. De plus, le mode de culture pratiqué dans la région est un véritable suicide écologique, comme en témoigne la situation sur le front de l'eau, toujours plus rare dans le sud du pays, et de l'écosystème marin, déstabilisé par les déversements d'engrais et de produits chimiques. Sans compter le bilan écologique des milliers de camions qui sillonnent toute l'Europe pour amener les fruits et les légumes jusqu'aux étalages des grands distributeurs.

Almería attire les immigrés, car l'agriculture de la région a toujours besoin de travailleurs clandestins. En quête d'emploi et d'une existence meilleure, ceux-ci arrivent dans la région qui, durant l'hiver, approvisionne toute l'Europe en tomates, en poivrons et en courgettes. Les grands syndicats ont certes négocié une convention collective de travail, mais ils ne veillent pas à son application dans les serres. La convention prévoit par exemple un salaire minimum de 36 euros par jour, mais les travailleurs peuvent s'estimer heureux lorsqu'ils en reçoivent 30 à la fin de la journée. Et ils ont tout intérêt à se taire s'ils veulent avoir du travail le lendemain.

Le syndicat des ouvrières et ouvriers agricoles (SOC) ne partage pas cet avis. Attirant l'attention sur la situation exécrable qui règne dans l'agriculture de la province d'Almería, il attaque en justice les employeurs qui n'appliquent pas le droit du travail aux travailleurs clandestins, dénonce le racisme quotidien – qui a conduit jusqu'à l'assassinat de membres du SOC – lutte pour les droits des immigrés et exige qu'ils puissent vivre dans la dignité.

Mais ce programme se heurte vite aux possibilités financières du syndicat, dont

les ressources sont limitées. En effet, nombre des journaliers ne restent pas longtemps à Almería et poursuivent leur route dès que l'occasion se présente. Et les nouveaux arrivants n'alimentent guère la caisse du syndicat, puisque les cotisations sont fixées à 30 euros par an.

Pour œuvrer aux côtés des travailleurs, le SOC a besoin, vu les grandes distances qui caractérisent la région, de locaux syndicaux dans les sites de production. A Almería, le bureau régional est établi chez un syndicat partenaire. A El Ejido, le nouveau local syndical – à l'acquisition duquel le SOLIFONDS a contribué par un versement de 10 000 euros – a pu être inauguré en novembre 2005. C'est dans cette région que travaillent surtout les immigrés maghrébins.

Les immigrés d'Afrique subsaharienne se concentrent dans la région de Níjar, où le SOC souhaite ouvrir son prochain bureau local. C'est pour contribuer à son financement que le SOLIFONDS a lancé son appel de fonds du 1<sup>er</sup> Mai. Grâce au résultat réjouissant de cette collecte, nous avons pu verser au SOC la somme de 15 000 euros à la fin de l'été.

Précisons toutefois ce qu'est un «bureau syndical» du SOC. Il s'agit bien entendu d'un local où les travailleuses et les travailleurs obtiennent des informations avisées sur leurs droits et, au besoin, l'appui nécessaire pour les faire valoir. Mais le bureau est aussi un lieu social où les immigrés se retrouvent, à défaut d'autre endroit approprié, et où ils peuvent échanger leurs expériences. Enfin, c'est aussi un centre de services, d'où il est par exemple possible de téléphoner au pays.

Par son travail syndical et son engagement pour la défense des droits humains, le SOC permet aux travailleurs de retrouver un peu de la dignité dont ils sont privés par la clandestinité.



De haut en bas:

Une mer de plastique où l'on produit des légumes hors sol en hiver.

Discussion lors d'une grève des ouvriers agricoles clandestins.

Le local syndical ouvert en 2005 à El Ejido.

Photos: Rita Schiavi

## Autres actions

### **Bangladesh: Lutte pour des conditions de travail décentes dans l'industrie de l'habillement**

*(Action financée par le Fonds de solidarité du personnel OSEO)*

Au Bangladesh, le mois de mai a été marqué par les protestations massives des travailleurs contre les abus perpétrés depuis 30 ans dans l'industrie de l'habillement. Tout le monde sait que les 4800 fabriques du pays – soit 2 millions de salariés, dont 90% de femmes – se distinguent par des conditions de travail exécrables: aucun jour de congé, pas de liberté syndicale, mauvais traitements, accidents du travail fréquents, incendies, effondrement de bâtiments, heures supplémentaires obligatoires, travail de nuit, violation des prescrip-

commission qui disposait de trois mois pour fixer un nouveau salaire minimal. Les employeurs n'ayant guère respecté les accords signés par le passé et la corruption endémique rendant inopérants les contrôles effectués par le gouvernement, le syndicat Garment Workers Unity Forum (GWUF), dirigé par des femmes, a décidé de créer un comité indépendant de 100 personnes, qui doit vérifier pendant une année les conditions de travail et l'application de la récente convention. Tous les trois mois, ce comité rend compte des résultats de ses travaux au cours d'une conférence de presse. Et le syndicat organise des manifestations et brandit la menace de la grève contre les employeurs qui refusent de respecter la convention. Le SOLIFONDS a soutenu la campagne en contribuant à financer les frais de



Les travailleuses de l'habillement en ont assez d'être exploitées et de risquer leur vie sur leur lieu de travail.

Photo: NGWF

tions légales, harcèlement sexuel, licenciement en cas de grossesse, versement irrégulier des salaires, etc., le tout pour un salaire minimal fixé à 930 taka (16 dollars) par mois en 1994 et jamais augmenté depuis, alors que le coût de la vie a plus que doublé.

La pression des travailleurs aura marqué l'histoire du Bangladesh d'une pierre blanche: début juin, une convention tripartite a été conclue entre le gouvernement, l'association des employeurs et les représentantes et représentants syndicaux. Reprenant les principales revendications des travailleurs et de leurs délégués syndicaux, elle a institué une

voyage du comité d'inspection ainsi que l'impression de rapports, d'affiches et de tracts.

Pendant les quatre premiers mois, les mesures de la convention destinées à améliorer les conditions de travail n'ont guère été mises en œuvre. La commission tripartite a, quant à elle, proposé à mi-septembre de faire passer le salaire minimal à 1600 taka (23 dollars). C'est beaucoup trop aux yeux des employeurs, mais bien trop peu pour les syndicats qui exigent 3000 taka. Manifestations et grèves se poursuivent.

### **Argentine: Campagne pour sauver la forêt vierge et ses habitants**

*(Deuxième versement grâce à un don de l'Alliance verte schaffhouseoise)*

L'an dernier, le SOLIFONDS a soutenu la campagne d'une large alliance d'organisations populaires et écologistes pour sauver la forêt vierge dans la province de Misiones (où se trouvent les chutes de l'Iguaçu). La forêt et les Guarani qui y vivent sont en danger, car les déboisements se poursuivent inexorablement.

Un film produit au cours de la campagne illustre de manière frappante l'impact qu'engendreraient la disparition de la forêt vierge et de sa biodiversité, l'extension des monocultures de tabac et la multiplication de barrages gigantesques. Après avoir analysé les effets d'une telle évolution sur la région et sur le monde entier, il suggère d'autres solutions. Ce film est disponible en DVD auprès du SOLIFONDS (en espagnol).

### **Chine: Aide initiale pour la création d'une association des victimes de la silicose**

*(Versement du solde de l'appel de fonds 2/2005)*

Dans le cadre de la campagne pour les droits des tailleurs de pierres précieuses, le SOLIFONDS a appuyé, l'an



Pour se défendre, les travailleurs doivent connaître leurs droits.

Photo: CIC

dernier, la création d'une organisation d'entraide des victimes de la silicose dans le sud de la Chine. A Shenzhen, quatre anciens tailleurs atteints de silicose ont ouvert un local destiné aux victimes de maladies professionnelles.

Ils les conseillent et les soutiennent dans leur combat pour une indemnisation correcte, domaine dans lequel ils sont devenus de véritables experts. Ils se sont donné pour objectif de rassembler ces personnes et de les amener à s'entraider, afin qu'elles obtiennent gain de cause individuellement, mais aussi en vue d'améliorer les conditions de travail de tous les ouvriers.

### **Colombie: Soutien à des syndicalistes licenciés et menacés de mort**

*(Parrainage)*

Il y a deux ans, le SOLIFONDS a lancé une action de parrainage en faveur de 51 employés des services publics de Cali. Membres du syndicat SINTRAEMCALI, ils avaient été licenciés car ils s'opposaient aux projets de privatisation de leur entreprise. L'action visait, d'une part, à contribuer aux frais mensuels de leurs familles et, d'autre part, à appuyer le combat juridique et politique du syndicat pour leur réengagement. Depuis lors, la situation à Cali et en Colombie n'a cessé de se dégrader. Un plan a récemment été éventé, qui prévoyait de faire arrêter en masse, pour cause de «terrorisme», les activistes sociaux, dont des membres du SINTRAEMCALI. Par ailleurs, le gouvernement poursuit ses projets de privatisation de l'entreprise EMCALI, les services publics de Cali. Il prétend en effet qu'elle n'est pas rentable, alors même que le syndicat a révélé certaines manœuvres frauduleuses du directeur, qui a dû démissionner. Cependant, la fraction combative du SINTRAEMCALI est désormais minoritaire au comité, et seules quelques portions de la base et les membres licenciés s'opposent encore à la privatisation. La procédure juridique entamée par les syndicalistes licenciés semble toutefois en bonne voie: le jugement est prévu pour le milieu de l'année prochaine et devrait leur donner raison. Le conseil de fondation du SOLIFONDS a décidé de clore l'action de parrainage à fin 2006.



Asunta Salvatierra (à gauche) se bat pour les droits des femmes sans-terre.

Photo: Véronique Blech

### **Bolivie: Promotion des femmes parmi les sans-terre de Cochabamba**

*(Action financée par la Fondation Berti Wicke)*

En Bolivie, la répartition des terres connaît deux extrêmes: le «minifundium», exploitations trop petites pour permettre de survivre, et les grandes propriétés, situées en majorité dans les plaines fertiles de l'est du pays. Le mouvement des sans-terre (MST) bolivien, fondé en 2000, lutte contre ces deux formes de propriété. A son avis, la terre doit appartenir à ceux qui la cultivent (démantèlement des grandes propriétés) et nourrir ceux qui y vivent (suppression du «minifundium»). Le mouvement attend beaucoup du nouveau président, Evo Morales, qui a déclaré vouloir réintroduire la propriété collective traditionnelle. En 2004, une section du MST a été créée dans le département de Cochabamba, et un groupement indépendant de femmes a vu le jour dans cette section. Très marginalisées et victimes de discriminations, les femmes souhaitent mieux se faire entendre au sein du mouvement et à l'extérieur, ainsi que faire valoir leurs droits. Elles veulent par exemple que les femmes chef de famille puissent devenir propriétaires d'un terrain et que, dans le cas des couples, le titre de propriété soit inscrit au nom des deux époux. Pour atteindre ces objectifs, elles doivent non seulement diffuser des informations

sur leurs droits dans les communes, mais aussi renforcer leur confiance en soi et démanteler les structures machistes et patriarcales de la société.

Avec l'aide d'une Suissesse, en mission bénévole en Bolivie, le groupement de femmes du MST de Cochabamba a élaboré un projet de formation et de mobilisation. Dans les diverses communes, le groupement organise des séances d'information consacrées aux problèmes de la propriété terrienne et de l'alimentation, mais aussi à l'actualité politique (l'assemblée constituante, p. ex.). Les organisatrices souhaitent ainsi motiver les femmes à s'engager davantage à tous les niveaux du mouvement des sans-terre, à prendre conscience de leurs droits de citoyennes et à les faire respecter.

Financé par la mission d'Elisabeth de la Ligue suisse des femmes catholiques, le projet a été lancé avec succès en 2005. Début 2006, un appel au secours parvenait toutefois au SOLIFONDS: pour des raisons relevant de la gestion et du personnel, le financement allait être interrompu, ce qui risquait de mettre abruptement fin à un projet pourtant prometteur. Sachant que l'organisme catholique allait à nouveau financer le projet en 2007, le SOLIFONDS a répondu à l'appel en accordant l'aide transitoire requise d'urgence. La Fondation Berti Wicke a fort heureusement accepté de mettre à disposition les moyens nécessaires au maintien du projet.

### Comment le SOLIFONDS finance-t-il ses actions de soutien?

**Promesses de contribution:** En faisant une telle promesse, une personne, un couple, une section syndicale ou de parti, etc. s'engage à verser trois fois par an un certain montant au SOLIFONDS pour financer une action de soutien. Le montant est fixé par celui ou celle qui fait la promesse et celle-ci est valable deux ans. Les promesses peuvent bien entendu être renouvelées! Les promesses de contribution permettent au SOLIFONDS de connaître à l'avance le montant minimum qu'il peut consacrer à une action de soutien. En cas d'urgence, nous pouvons ainsi transférer très rapidement de l'argent à nos partenaires. Les promesses de contribution sont des dons garantis.

**Dons:** De nombreux dons isolés viennent «compléter» les promesses de contribution. Nombre de donateurs et de donatrices soutiennent chaque action du SOLIFONDS, tandis que d'autres versent un don selon le pays ou l'objectif visé.

**Fonds de solidarité du personnel OSEO:** Une partie des employé-e-s de l'OSEO ont choisi de verser un pourcentage de leur salaire au Fonds de solidarité du personnel. L'argent est réparti équitablement entre des projets des secteurs «International» et «Migrations» de l'OSEO et des actions du SOLIFONDS. L'idée de verser un pourcentage du salaire à un fonds de solidarité remonte aux origines du SOLIFONDS. Au début des années quatre-vingt, alors que nos fondatrices hésitaient encore à créer le SOLIFONDS, les employé-e-s de l'OSEO ont donné un coup de pouce décisif en faveur de cette création en se déclarant prêts à verser cette contribution solidaire.

**Fondation Berti Wicke:** Depuis quelque temps, la fondation soutient chaque année une action du SOLIFONDS en faveur des femmes. Elle paie et renouvelle par ailleurs régulièrement une promesse de contribution que Berti Wicke avait faite au SOLIFONDS de son vivant.

## Information et collaboration

Conformément à son acte de fondation, le SOLIFONDS a aussi pour tâche d'informer l'opinion publique. Il s'en acquitte en publiant cinq fois l'an un bulletin d'information, en rédigeant des articles pour la presse syndicale et d'autres médias, en organisant des événements et en participant à différents réseaux et groupes de travail.

### Groupe de recherche Suisse-Afrique du Sud et Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe (ADR)

Après la publication, fin octobre 2005, du rapport final du PNR 42+, «Les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud», l'ADR a épaulé divers parlementaires verts et socialistes dans la rédaction d'interventions parlementaires. Ces interventions demandaient au

afin qu'il soit possible d'approfondir les recherches. Dans sa réponse à une interpellation de la conseillère aux Etats Anita Fetz (BS/PS), le Conseil fédéral avait déjà déclaré qu'il n'entendait ni se prononcer sur les résultats du PNR ni ouvrir les archives avant la conclusion de la procédure américaine sur les plaintes collectives des victimes de l'apartheid. Le site de l'ADR ([www.apartheid-reparations.ch](http://www.apartheid-reparations.ch)) met à disposition une foule de documents, de commentaires et d'informations fouillées sur les relations

entre la Suisse et l'Afrique du Sud, ainsi que sur le PNR 42+. Les divers articles à consulter sont le résultat du travail d'analyse et de rédaction du groupe de recherche, coordonné par le SOLIFONDS.

Une année après la publication du rapport du PNR 42+, l'ADR a adressé au Conseil fédéral une lettre ouverte signée par 269 personnes – personnalités des milieux culturels et scientifiques, de la politique et de l'Eglise – ainsi que par 17 organisations.

Parmi les signataires figurent Paul Rechstei-



Les victimes de l'apartheid attendent toujours des excuses et une indemnisation. Remise d'une pétition au Ministère de la justice. Photo: KHULUMANI

Conseil fédéral de prendre position sur les résultats – parfois choquants – des recherches du PNR, d'analyser leurs répercussions pour la politique suisse et d'ouvrir l'accès aux archives fédérales

ner, président de l'USS, les conseillères aux Etats Christiane Brunner (PS/GE) et Anita Fetz (PS/BS), la presque totalité du groupe socialiste au Conseil national et plusieurs membres du groupe

écologiste. La campagne prie le gouvernement de présenter des excuses aux victimes de l'apartheid pour la politique que la Suisse a menée pendant cette période et de leur verser des dédommagements.

Sur l'initiative de l'ADR, le mouvement *Perspektiven nach Davos* a commémoré, à Berne, le trentième anniversaire du soulèvement de Soweto. Outre des allocutions et un concert de *The African Vastrap Project*, la manifestation comprenait la projection en plein air, sur la Waisenhausplatz, du film *Amandla! A Revolution in Four Part Harmony*.

### MultiWatch

En mars 2005, l'association MultiWatch a vu le jour en Suisse. Soutenue par diverses œuvres d'entraide, des syndicats, des partis et des organisations sociales, elle a pour objectif de révéler au grand jour les violations des droits humains perpétrées par les multinationales et d'œuvrer pour l'adoption de normes sociales contraignantes pour les grandes compagnies. Fin octobre 2005, MultiWatch a tenu une audition publique très réussie sur Nestlé en Colombie.

Le SOLIFONDS c'est d'emblée fermement engagé en faveur de MultiWatch, tant sur le plan financier, par le versement d'une contribution pour financer l'audition, que par une collaboration active au sein du comité et du groupe de coordination. Il travaille à présent avec d'autres organismes pour que MultiWatch se dote d'un bureau de coordination permanent.

### Autres forums

Les autres forums d'information et de collaboration auxquels participe le SOLIFONDS, comprennent la *Coordination d'ONG Suisse-Colombie* et le *Pool d'œuvres d'entraide pour le Salvador*.

En janvier 2006, le coordinateur du SOLIFONDS a participé au *Forum social mondial à Bamako* (au Mali) et en a profité pour se rendre au Togo. Il a ainsi pu mieux comprendre les problèmes que pose le travail informel dans ce pays et apprécier les activités menées par la fédération syndicale FTBC (cf. Appel de fonds 2/2006).



Forum social mondial à Bamako: le délégué togolais Sipoaka ne mâche pas ses mots.

Photo: SOLIFONDS/us

En mars, le SOLIFONDS a préparé le module Mondialisation, des cours consacrés à La gestion d'organisations politiques et sociales de l'*Institut de formation des syndicats Movendo*.

En mars également, le SOLIFONDS a pris part, à Cologne, à une *rencontre de la solidarité européenne avec l'organisation indienne pour le droit à la terre Ekta Parishad*. La rencontre avait pour but de coordonner au niveau européen le soutien destiné à la grande marche Janadesh 2007.

Début novembre 2005, se sont réunis à Berne le *Congrès de femmes de l'USS* et le *Congrès du 125<sup>e</sup> anniversaire de l'USS*. Le SOLIFONDS y a tenu un stand d'information et offert aux délégués un «Crocodile pour des syndicats à la dent dure» du Togo. Les fonds récoltés à cette occasion par les femmes de l'USS ont été versés au syndicat sud-africain des employées de maison SADSAWU.

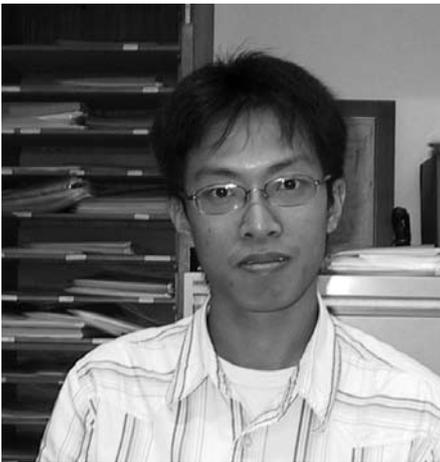
Répondant à l'invitation de son autre membre fondateur, le SOLIFONDS a également tenu un stand au *Congrès du Parti Socialiste Suisse* (à mi-septembre) à Sursee et a pu présenter ses activités dans une brève intervention.

### Visites du monde entier

Au cours de l'année écoulée, nous avons à nouveau eu l'occasion de rencontrer des représentantes et des représentants d'organisations de différents pays, avec qui nous avons pu échanger nos points de vue et des informations. Ces visites sont bienvenues, car le SOLIFONDS ne dispose que d'un budget limité pour ses propres voyages.

En novembre 2005, le Groupe de travail Suisse-Colombie a organisé une rencontre avec *Debora Barros* du Wayuunurat, un mouvement d'autochtones colombiens. Ayant évoqué le massacre perpétré contre les siens par les paramilitaires le 18 avril 2004, Debora a expliqué le rôle que la multinationale suisse Glencore joue dans sa région (le département de La Guajira). A la suite de cette rencontre, le SOLIFONDS a versé une contribution pour la commémoration du deuxième anniversaire de la tuerie.

En décembre, *Tristen Taylor* de Jubilee South Africa nous a rendu visite lors de son passage en Suisse. Sujet de la discussion: la campagne contre la reprise de banques sud-africaines par des banques internationales ayant collaboré avec le régime d'apartheid.



Parry Leung.

Photo: SOLIFONDS

En janvier, la Déclaration de Berne a invité **Parry Leung**, de Hongkong, à la remise des Public Eye Awards. Nous avons alors rencontré Parry, qui nous a donné des nouvelles du projet en faveur des victimes de la silicose soutenu par le SOLIFONDS (cf. aussi Autres actions).

En février, nous avons accueilli **Esther Neuhaus**, qui assure la coordination d'un réseau brésilien d'organisations écologistes et sociales (FBOMS).

En mars, **Alejandra Gonzalez Marin** et **Mario Ernesto Patron S.**, du centre des droits humains Tlachinollan/Guerrero (Mexique) nous ont parlé de la situation des droits humains en marge d'un projet de grand barrage dans cet Etat mexicain.

En mars également, **Noel Alemania**, du syndicat Union of Filipino Employees (UFE), et **Carina Castrillo**, représentante d'un organisme pour la défense des droits des travailleurs, nous ont appris qu'un conflit du travail agite depuis plusieurs années la filiale de Nestlé aux Philippines. Le président du syndicat concerné a été assassiné en septembre 2005 par des tueurs à gages.

Fin mars, une délégation sino-indienne appuyée par le SOLIFONDS est venue en Suisse à l'occasion du salon bâlois de l'horlogerie et de la joaillerie, pour attirer l'attention sur le problème de la silicose chez les tailleurs de pierres précieuses. Voici la composition de cette délégation: **Suki Chung** de la Labour Action China (Hongkong), **Feng Xingzhong** (tailleur

de pierres chinoises), **Jagdish Patel** du People's Training and Research Centre (Inde) et **Ramesh Makwana** (tailleur de pierres indien). (Cf. aussi Actions de soutien).



Conférence de presse de la délégation sino-indienne (de gauche à droite): Jagdish, Ramesh, M. Feng, Suki, Ka Wai du CIC (en retrait) et Remo Gysin, membre du conseil de fondation du SOLIFONDS.

Photo: SOLIFONDS

Nous avons rencontré plusieurs fois (en novembre, en avril et en août) **Ayao Gbandjou**, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC) du Togo, qui vient régulièrement à des séances en Europe dans le cadre d'un mandat pour le syndicat international de sa branche, la FITBB. Ces rencontres nous ont permis de préparer une action de soutien (cf. Appel de fonds 2/2006), d'organiser



Ayao Gbandjou et le secrétaire de l'USS Jean-Claude Prince.

Photo: SOLIFONDS

une rencontre avec Jean-Claude Prince de l'USS et de mettre sur pied une séance d'information avec UNIA Suisse du Nord-Ouest. Cette séance a marqué le début d'une collaboration étroite entre les deux syndicats.

Invité comme orateur à la fête du 1<sup>er</sup> Mai à Zurich, le président de l'union syndicale irakienne FWCUI, **Falah Alwan**, a rendu visite au SOLIFONDS. Aso Jabbar, représentant de la FWCUI pour l'Europe, a aussi pris part à cette rencontre. Impressionné par leur engagement pour l'union des travailleurs et des travailleuses par-delà les clivages ethniques et religieux dans un pays déchiré par la guerre et la violence, le SOLIFONDS a décidé de consacrer son troisième appel de fonds de l'année à la FWCUI.



Falah Alwan.

Photo: SOLIFONDS

Le mois de mai a été marqué par une série d'autres rencontres:

**Sarah Rykliff** du Labour Research Service, une organisation partenaire de l'OSEO en Afrique du Sud, a rendu visite au SOLIFONDS lors de son séjour en Suisse à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'OSEO.

**Ariane Grau Crespo**, de l'Aseprola (Asociación Servicios de Promoción Laboral), organisme costaricien qui analyse et conseille les syndicats de toute



Ariane Grau Crespo.

Photo: SOLIFONDS

l'Amérique centrale dans le domaine juridique, a séjourné en Suisse dans le cadre d'un échange. Elle nous a parlé de la campagne de l'Aseprola contre la flexibilisation du travail et l'accord de libre-échange centre-américain.

*Rajagopal*, fondateur et président du mouvement indien pour le droit à la terre Ekta Parishad, nous a rendu compte des préparatifs du Janadesh 07 – la grande marche qui va conduire les sans-terre jusqu'à la capitale, Delhi – et nous a demandé notre appui, aussi bien pour les préparatifs de la marche que pour la marche elle-même (cf. aussi Actions de soutien).



Rajagopal P.V.

Photo: Simon Williams

Les locaux du SOLIFONDS ont accueilli une rencontre avec le professeur d'agronomie argentin *Adolfo Boy*, invité en Suisse par l'agriculteur bio *Reto Sonderegger*. La discussion a porté sur la lutte contre l'extension de la culture de soja transgénique en Amérique latine. A la suite de ce contact, le SOLIFONDS a soutenu le forum social contre l'industrie agroalimentaire, organisé en juin en Argentine.

*Véronique Blech*, qui travaille comme bénévole en Bolivie, a passé le mois de juin en Suisse. Nous avons ainsi pu parler avec elle d'une demande d'aide et de la situation des femmes du mouvement des sans-terre de Cochabamba.

En juin, *Oupa Lehulere* du Khanya College, en Afrique du Sud, a rendu visite à l'OSEO. Nous l'avons rencontré pour évoquer les conflits qui agitent le Jubilé Afrique du Sud.

En août, *Daniel Zamorano*, secrétaire culturel du syndicat argentin CTA, est passé nous voir. L'entretien a tourné autour de la situation du mouvement syndical en Argentine.

Début septembre, *Charles Abrahams*, avocat des victimes de l'apartheid en Afrique du Sud, a participé à un séminaire à Genève. Nous nous sommes entretenus avec lui au sujet des plaintes déposées aux Etats-Unis et de la poursuite des activités au sein du Jubilé.



Charles Abrahams.

Photo: SOLIFONDS

A la même période, *Mondli Hlatshwayo* du Khanya College a pris part à la rencontre annuelle de l'International Association of Labour History, à Zurich. Il a saisi l'occasion pour parler au SOLIFONDS d'une campagne contre le racisme dont sont victimes les immigrés en Afrique du Sud.

## Remerciements du monde entier

Grâce à votre soutien, nous avons atteint notre objectif: faire accéder davantage de femmes aux postes dirigeants de notre syndicat. Encore un grand merci pour votre aide dans ce combat crucial.

*Menaha Kandasamy, présidente du Redflag Women Movement, Sri Lanka*

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous avez porté à notre campagne contre la guerre. Nos collègues ont été très impressionnés d'apprendre que vous consultez notre site internet et faites connaître nos activités et notre lutte à l'opinion publique suisse. Votre appui renforce le mouvement des travailleurs en Irak, qui traverse l'une des périodes les plus sombres de son histoire récente.

*Falah Alwan, président de l'union syndicale FWCUI*

Merci beaucoup pour la nouvelle transmise par fax et de l'intérêt que vous portez au SADSAWU. Nous vous remercions pour tous vos efforts et remercions le conseil de fondation pour son appui financier. Le SADSAWU a tant à faire, que nous peinons presque à savoir par où commencer. *Myrtle Witbooi, secrétaire générale du SADSAWU*

En Bolivie, comme dans d'autres pays, la répartition de la terre est injuste. De ce fait, certains mènent une existence prospère, tandis que nous autres devons vivre dans une pauvreté extrême, sans pouvoir posséder un lopin de terre ou même avoir un accès à la terre.

Nous avons appris que vous avez accepté notre demande et vous remercions infiniment pour votre solidarité. Grâce à vous – personnes et institution solidaires – et à votre soutien, nous allons mettre fin à l'injustice et offrir un avenir meilleur aux générations futures.

*Asunta Salvatierra, vice-présidente du MST de Cochabamba*

# Compte d'exploitation du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2006

	Dépenses (Fr.)	Recettes (Fr.)		Dépenses (Fr.)	Recettes (Fr.)
<b>Coordination</b>			<b>Appel de fonds 2/2006 - Togo</b>		
Frais de personnel	171'044.80		FTBC – Organiser les «informels»	38'174.20	
Frais d'exploitation	17'439.40		Participation au Forum social mondial à Bamako	6'590.15	
Loyer	7'800.00		Frais de voyage de la délégation suisse	545.50	
Entretien, amortissement	321.80		Administration	7'635.00	
			Information	3'817.00	
Cotisations des fondateurs		42'000.00	Contributions		43'147.00
Cotisations des cofondateurs		4'175.00	Dons		25'563.65
20% administration des projets		50'811.00	Remboursement d'Unia (frais de voyage FSM)		1'920.00
Liquidation des réserves pour les frais de personnel		7'200.00	Prélèvement sur les réserves du Fonds d'information		1'700.00
Intérêts		2'817.70	Achat de crocodiles à la FTBC	872.90	
			Vente de crocodiles		2'892.00
<b>Total</b>	<b>196'606.00</b>	<b>107'003.70</b>	Constitution de réserves pour 2007	17'587.90	
<b>Information</b>			<b>Total</b>	<b>75'222.65</b>	<b>75'222.65</b>
Abonnements, propagande	4'552.63		<b>Appel de fonds 3/2006 - Irak</b>		
Rapport annuel	9'763.65		FWCUI - Travail syndical et campagne contre la guerre	30'000.00	
Bulletins d'information	13'288.31		Administration	6'000.00	
Action du 1 <sup>er</sup> Mai	6'116.75		Information	3'000.00	
Frais de voyage	3'044.50		Contributions		14'287.00
Vente de CD et d'autres articles	145.00	72.00	Dons		6'729.00
			Prélèvement transitoire sur les recettes		17'984.00
10% information sur les actions		21'882.30	<b>Total</b>	<b>39'000.00</b>	<b>39'000.00</b>
Honoraires		799.00	<b>Action du 1<sup>er</sup> Mai - Sud de l'Espagne</b>		
Liquidation des réserves pour l'information		3'044.50	SOC - Local syndical à Nijar	23'970.00	
			Administration	4'794.00	
MultiWatch: Avance pour «Le cas Nestlé»	8'861.70		Information	2'397.00	
Remboursement de l'avance de fonds		8'861.70	Dons		30'486.90
			Prélèvement sur les réserves du Fonds d'action		674.10
Centre d'information pour les sans-papiers	31'967.45		<b>Total</b>	<b>31'161.00</b>	<b>31'161.00</b>
Recettes de la course contre le racisme		31'967.45	<b>Fonds de solidarité du personnel OSEO</b>		
			Bangladesh: GWUF - Lutte syndicale	13'555.63	
Fonds de recherche Suisse - Afrique du Sud			Administration	2'711.00	
Recherches et publications	13'004.40		Contribution du personnel de l'OSEO		16'000.00
Dons et contributions		8'800.00	<b>Total</b>	<b>16'266.63</b>	<b>16'000.00</b>
Vente de documents		483.00	<b>Projets en faveur des femmes</b>		
Prélèvement sur le Fonds de recherche		3'721.40	Algérie - Promotion des jeunes (réserves pour 2007)	30'000.00	
<b>Total</b>	<b>90'744.39</b>	<b>79'631.35</b>	Bolivie - Femmes sans-terre	14'061.40	
<b>Actions</b>			Administration	2'109.00	
<b>Appel de fonds 1/2005 - Fonds d'action</b>			Contribution de la Fondation Berti Wicke		46'500.00
Contributions		1'232.00	<b>Total</b>	<b>46'170.40</b>	<b>46'500.00</b>
Dons		1'150.00	<b>Autres actions</b>		
Apport au Fonds d'action	2'382.00		<b>Afrique du Sud</b>		
<b>Total</b>	<b>2'382.00</b>	<b>2'382.00</b>	SADSAWU - Lutte contre l'esclavagisme moderne	1'345.50	
<b>Appel de fonds 2/2005 - Chine</b>			Administration	269.00	
HKCIC – Association des victimes de la silicose	13'180.00		Information	135.00	
Administration	2'636.00		Don du Congrès des femmes de l'USS		2'000.00
Information	1'318.00		Apport au Fonds d'action	250.50	
Contributions		550.00	<b>Total</b>	<b>2'000.00</b>	<b>2'000.00</b>
Dons		1'384.95	<b>Colombie</b>		
Liquidation des réserves		15'024.40	SINTRAEMCALI - Parrainage	14'267.00	
Prélèvement sur les réserves du Fonds d'action		174.65	Administration	2'140.00	
<b>Total</b>	<b>17'134.00</b>	<b>17'134.00</b>	Dons des participants à l'action de parrainage		12'239.69
<b>Appel de fonds 3/2005 - Fonds d'action</b>			Dons différés de l'Action du 1 <sup>er</sup> Mai 2005		90.00
Contributions		22'982.50	Liquidation des réserves de l'Action du 1 <sup>er</sup> Mai 2005		5'215.61
Dons		27'237.00	Constitution de réserves pour 2007	1'138.31	
Autres dons pour le Fonds d'action		9'709.73	<b>Total</b>	<b>17'545.31</b>	<b>17'545.31</b>
Apport au Fonds d'action	59'929.23		<b>Argentine</b>		
<b>Total</b>	<b>59'929.23</b>	<b>59'929.23</b>	CEMEP-ADIS - Campagne pour sauver la forêt vierge	1'571.70	
<b>Appel de fonds 1/2006 - Fonds d'action</b>			Administration	314.00	
Contributions		44'876.00	Information	114.30	
Dons		53'848.94	Don de l'Alliance verte SH		2'000.00
Apport au Fonds d'action	98'724.94		<b>Total</b>	<b>2'000.00</b>	<b>2'000.00</b>
Prélèvements sur les réserves du Fonds d'action		144'317.99	<b>Contributions diverses</b>		
Inde: Ekta Parishad - Assemblée des démunis	12'000.00		ATTAC - L'autre Davos	300.00	
Inde: Ekta Parishad - Marche «essai»	10'500.00		Solidarité sans Frontières - Manifestation	250.00	
Togo: FTBC - Brochure sur le droit du travail	5'978.45		Groupe de travail Suisse-Colombie - Plaza Colombiana	300.00	
Equateur: FENACLE - Grève	6'590.00		MultiWatch - Voyage en Colombie	500.00	
Equateur: FENACLE - Mobilisation	3'669.60		Collectif Urgence Palestine - Conférence	500.00	
Colombie: CSPP - Contribution d'urgence	4'711.50		Anniversaire du soulèvement de Soweto	500.00	
Colombie: CSPP - Assistance juridique	7'905.95		Groupe de travail Suisse-Colombie – Semaine culturelle	300.00	
Colombie: Wayuu - Commémoration	4'672.60		OIDHACO - Défense des droits humains en Colombie	500.00	
Colombie: NOMADESC - Observation des élections	4'722.40		<b>Total</b>	<b>3'150.00</b>	
Sri Lanka: Red Flag Union - Promotion des femmes	4'722.40		<b>Dons sans destination précise</b>		
Chine/Inde: Labour Action China - Délégation	7'634.30				78'947.09
Brésil: MMTR - Répression policière	9'000.00		<b>Total</b>	<b>842'354.54</b>	<b>817'499.27</b>
Brésil: MAB - Campagne sur l'énergie	8'996.85		<b>Excédent de dépenses 2006</b>		<b>24'855.27</b>
Mexique: CEREAL - Démocratie syndicale	10'291.00		<b>Total global</b>	<b>842'354.54</b>	<b>842'354.54</b>
Chili: Mapuche - Mobilisation	428.05				
Argentine: GRR - Résister à l'agro-industrie	4'888.39				
Afrique du Sud: SADSAWU - Campagne de recrutement	4'302.50				
Administration	22'203.00				
Information	11'101.00				
<b>Total</b>	<b>243'042.93</b>	<b>243'042.93</b>			

Zurich, le 10 octobre 2006/bh

## Bilan au 30 septembre 2006

	Actifs (Fr.)	Passifs (Fr.)
<b>Actifs mobilisés</b>		
Caisse	95.95	
Compte postal	35'539.70	
BCZ - compte de dépôts	11'935.95	
BCZ - compte courant en US\$	US\$ 2'803.86	3'473.15
BCZ - compte d'épargne	106'440.60	
BCZ - dépôts à terme	100'000.00	
Débiteurs divers	1'816.40	
Actifs transitoires	22'534.00	
<b>Immobilisations</b>		
Crédit WOGENO Zurich	73'761.85	
Mobilier	1.00	
Titres de participation	1.00	
<b>Fonds de tiers</b>		
Créditeurs divers		17'995.84
Passifs transitoires		8'650.00
Fonds de solidarité du personnel OSEO		42'435.35
<b>Réserves</b>		
Information		53'067.16
Montant au 1.10.2005	56'111.66	
Prélèvements	-3'044.50	
Fonds de recherche Suisse - Afrique du Sud		29'038.30
Fonds d'action		11'208.73
Montant au 1.10.2005	-4'911.20	
Prélèvements 2006	-145'166.74	
Apport dons et contributions 2005/2006	161'286.07	
Appels de fonds		
2/2004 - Pérou		12'051.10
2/2006 - Togo		17'587.90
2/2005 - Chine		-
1 <sup>er</sup> Mai 2005 - Colombie		-
Colombie: Parrainage		13'255.81
Algérie: Promotion des jeunes femmes		30'000.00
Réserves pour les frais de personnel (legs)		25'400.00
<b>Capital propre</b>		
Capital de fondation		94'909.41
Montant au 1.10.2005	119'764.68	
Excédent de dépenses 2006	-24'855.27	
	<b>355'599.60</b>	<b>355'599.60</b>

Zurich, le 10 octobre 2006/bh

## Commentaire des comptes 2006

Voici, en bref, les principaux éléments des comptes 2006:

### Dépenses:

270 879 fr. versés à des organisations partenaires; 47 588 fr. pour les réserves destinés à des actions spécifiques; 49 915 fr. pour le travail d'information (y compris le Fonds de recherche Suisse - Afrique du Sud); 171 045 fr. pour les frais de personnel; 25 561 fr. pour les frais de gestion.

### Recettes:

46 175 fr. versés par les fondateurs et les cofondateurs; 362 012 fr. provenant des appels de fonds et des dons; 78 947 fr. sous forme de dons sans destination précise; 23 283 fr. prélevés sur les réserves destinées à des actions spécifiques.

Bien que le total des dépenses soit légèrement inférieur au montant budgétisé, les comptes annuels se soldent par un excédent de dépenses élevé, puisqu'il atteint 24 855 francs.

Ce déficit s'explique surtout par la forte baisse des dons sans affectation précise versés au SOLIFONDS (17 632 fr. de moins par rapport à 2005). De plus, alors que la première action de soutien lancé au printemps (Fonds d'action) a rapporté 98 725 francs sous forme de contributions et de dons, les montants engrangés par les deux actions suivantes (Togo et Irak sans doute aussi) restent nettement en deçà des attentes. La collecte du 1<sup>er</sup> Mai s'est toutefois révélée plus fructueuses qu'en 2006.

Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de connaître le pourquoi – les raisons étant sans doute multiples – du recul des dons.

### Rapport de révision adressé au conseil de fondation du SOLIFONDS, à Zurich

Conformément à notre mandat, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes (bilan et compte d'exploitation) du SOLIFONDS pour l'exercice arrêté au 30 septembre 2006.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au conseil de fondation, tandis que notre mission consiste à les vérifier et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales en matière de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de telle manière que des anomalies graves dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Nous avons en outre apprécié l'application des règles relatives à la présentation des comptes, les principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la législation suisse et à l'acte de fondation.

Nous recommandons dès lors d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

BERO Teuhand AG

Roland Laube  
Expert-comptable dipl.

Gelterkinden, le 25 octobre 2006

## Utilité publique, exonération de l'impôt et déductibilité des dons

On nous rapporte régulièrement que les autorités fiscales de certains cantons considèrent comme non déductibles les dons versés au SOLIFONDS.

Si ce domaine a certes ressemblé à une véritable jungle légale pendant de longues années, l'entrée en vigueur, en 2006, de la nouvelle loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) a mis fin à la confusion. *La législation aujourd'hui en vigueur nous permet d'affirmer que les versements adressés au SOLIFONDS sont déductibles.* Voici pourquoi:

1. Le SOLIFONDS est reconnu organisation d'utilité publique et, à ce titre, il est exonéré de l'impôt (art. 23, al. 1, let. f, LHID). Ce fait a été confirmé en 2005 par les autorités compétentes du canton de Neuchâtel, canton où le SOLIFONDS – dont le nom officiel est Fonds de solidarité pour la lutte de libération sociale dans le tiers monde – a son siège.

2. La LHID classe par ailleurs «les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales, jusqu'à concurrence du montant prévu par le droit cantonal, en faveur de personnes morales qui ont leur siège en Suisse et sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique» (art. 9, al. 2, let. i) dans les déductions générales.

Le refus de certaines autorités cantonales de déduire les dons versés au SOLIFONDS n'est donc plus fondé en droit. Hélas, seuls les donateurs et les donatrices peuvent recourir contre une telle décision. Le SOLIFONDS ne peut pas le faire en votre nom, mais vous aidera volontiers dans cette démarche.

Début janvier, toutes les personnes qui nous ont adressé des dons de 100 francs et plus en 2006 recevront automatiquement une confirmation à l'intention de l'autorité fiscale.



## Promesse de contribution

Dans bien des cas, par exemple lors d'une **grève**, d'une **occupation de terrain** ou **en cas d'arrestation**, le SOLIFONDS doit pouvoir répondre rapidement et sans excès bureaucratiques à des demandes d'aide. Pour cela, nous avons besoin d'un aussi grand nombre que possible de **promesses de contributions**: dons que les gens s'engagent à l'avance à verser, sur demande du conseil de fondation, pour financer une action précise. **En soutenant le SOLIFONDS, vous savez toujours à quoi sert votre argent.**

Je m'engage à verser, sur demande, un montant de \_\_\_\_\_ francs au SOLIFONDS pour financer une action précise. Je m'acquitterai du versement dans les dix jours suivant la réception de la demande.  
(Au maximum trois versements par an. Valable deux ans et renouvelable.)

Prénom, Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

NPA, Localité \_\_\_\_\_

Date, Signature \_\_\_\_\_

SOLIFONDS, Quellenstrasse 25, case postale, 8031 Zurich / Fax 044 272 11 18 / mail@solifonds.ch / www.solifonds.ch

## La fondation SOLIFONDS

Conformément à son acte de fondation, le SOLIFONDS a pour but de soutenir les luttes de libération sociale dans le tiers monde ainsi que la lutte pour la reconnaissance et le respect des droits humains, notamment des droits politiques et syndicaux fondamentaux, dans le monde entier et de diffuser des informations sur ces luttes en Suisse.

Le SOLIFONDS est soutenu par l'Union syndicale suisse (USS), par le Parti socialiste suisse (PSS), par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et par les organisations suivantes, qui œuvrent dans le domaine du développement: Comité Afrique, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne (DB), Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua et Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie, Fonds pour le développement et le partenariat en Afrique (FEPA) et Les Verts.

Composition du conseil de fondation:

**USS:** Dan Gallin, Jean-Claude Prince, Hans Schäppi (président).

**PSS:** Julia Gerber Rüegg, Remo Gysin, Urs Hänsenberger.

**OSEO:** Ruth Daellenbach, Anne Gurzeler, Peter Schrembs.

**Cofondateurs:** Miriam Behrens (Les Verts), Jean-Claude Huot (DB), Barbara Müller (Comité Afrique), Stephan Suhner (Suisse-Colombie).

**Coordination:** Brigitte Anderegg, Urs Sekinger.

**Comptabilité:** Bruno Hangarter.

Merci de votre soutien

**SOLIFONDS**

CP 80 - 7761 - 7

### SOLIFONDS - Bulletin d'information

Edition: Fondation «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»

Parution: 5 fois l'an; est destiné aux membres du SOLIFONDS

Rédaction: Brigitte Anderegg, Urs Sekinger

Impression: printoset, Zurich

Traduction: Milena Hrdina, Moutier